

Le négoce veut être plus clair

GENÈVE.

Communication et recherche sont à l'agenda de l'association faïtière des négociants en matières premières.

Le GTSA a maintenant six ans. Six ans au cours desquels le secteur du négoce des matières premières à Genève s'est beaucoup étoffé. Soutenue par un groupe initial de huit sociétés, aujourd'hui au Conseil d'administration (Executive Board), auxquelles se sont rapidement ajoutées 12 nouveaux membres pour devenir les 20 qui constituent le Comité consultatif (Advisory Board), l'association compte 75 adhérents de toutes tailles. Elle est le porte-parole d'une industrie qui compte 400 entreprises employant 8000 personnes et pèse pour 10% dans le PIB du canton. Sa mission est d'être la voix unique du secteur et d'en améliorer le fonctionnement. Ayant mené à bien plusieurs projets de taille, le GTSA a décidé de renforcer son équipe en engageant Stéphane Graber, Délégué à la promotion économique de la République et du Canton de Genève, au poste de secrétaire général à dater du premier octobre. Geert Descheemaeker, fondateur de l'association, résume les réalisations des six dernières années et expose sa feuille de route.

Quel est le rôle du GTSA aujourd'hui?

Sa mission n'a pas changé. L'association est la voix unique du secteur et doit s'assurer que son fonc-

tionnement s'améliore. La première mission du GTSA a été d'identifier et de quantifier le poids du secteur afin d'en faire comprendre l'importance aux pouvoirs publics. En 2006, le négoce des matières premières et les entreprises associées représentaient 300 sociétés et 6000 employés. Il compte maintenant 400 entreprises employant 8000 personnes et pèse pour 10% dans le PIB du canton de Genève car les sociétés de service sont venues le consolider. Son rôle est de représenter le secteur auprès des administrations cantonale et fédérale et, depuis un an, il est également le porte-parole, auprès des autorités fédérales, des associations de Zoug et de Lugano qui en sont membres institutionnels. Mais sa fonction n'est pas réservée à la Suisse, il défend aussi le secteur au niveau international car les membres fondateurs encore présents - Cargill, Vitrol, Trafigura, Bunge, Litasco, SGS, Credit Agricole et BNP Paribas, complétés par CHS et Sucifina - forment un Executive Board très proactif. Au terme de plusieurs réalisations dont nous assurerons la pérennité, nous avons mis de nouveaux projets à l'agenda.

La plateforme Multi-Bank que vous avez initiée vole-t-elle de ses propres ailes?

Notre plateforme d'échange entre banques, sociétés de négoce et organismes de certification est déjà en production chez plusieurs négociants - dont Mercuria et Metinvest - et nous avons établi une société distincte, le GTSA SA, en charge de l'exploiter (L'Agefi

du 15 novembre). Financée par huit banques membres du GTSA, elle a coûté environ 4 millions de francs et offre une standardisation complète et hautement sécurisée des instruments de financement du négoce. Son utilisation n'est naturellement pas réservée à nos membres.

Vous avez été très actifs sur le plan de la formation.

Nous autofinancions depuis 2008 des programmes de formation menés en partenariat avec l'Université de Genève - comprenant un Master en International trading, Commodity finance and Shipping et un diplôme d'études avancées en négoce des matières premières. Cette formation est très certainement la plus globale et la plus pratique des formations dans ce domaine au niveau mondial. Elle couvre toutes les matières premières - énergie, métaux, denrées - et toutes les activités - négoce, shipping, financement. Les étudiants du Master sont employés à 80% dans des entreprises du secteur et le diplôme s'adresse à des professionnels en formation continue. La formation est dirigée par l'académie et complétée par des intervenants de l'industrie. Nous avons à présent mis en chantier un programme de formation des opérateurs et offrons également des CFC.

Où se portent vos efforts actuellement?

L'une de nos initiatives porte sur la conformité à REACH, le règlement-cadre européen sur la traçabilité des produits. REACH impose l'enregistrement,

l'évaluation et l'autorisation pour tous les composants de produits fabriqués, utilisés ou importés sur le marché européen. Cette réglementation, déjà existante pour les produits pharmaceutiques et l'alimentation, s'étend maintenant aux matières premières (sauf les produits agricoles et les produits sans modification chimique). Pour les produits pétroliers, les métaux ou les engrais, chaque substance pour chaque producteur doit être enregistrée quelle qu'en soit son origine. Nous avons pris l'initiative des négociations avec les associations européennes et le SECO et mutualisons l'effort avec le soutien de SGS. Un second projet porte sur la problématique spécifique de la TVA qui est d'une immense complexité pour les négociants en matières premières. J'aimerais personnellement créer une cellule de recherche spécialisée auprès de l'Université de Genève.

Le négoce des matières premières est en butte à de vives critiques.

Que faites-vous pour y faire face?

Beaucoup de critiques viennent de l'amalgame que fait le public entre trading physique des matières premières et trading financier. Nous ne sommes pas des spéculateurs et laissons volontiers cette activité aux établissements financiers de Londres et de New York. D'autres attaques viennent de l'amalgame entre trading et activités minières. Les membres du GTSA, de manière générale, intègrent des activités de logistiques et peu sont présents sur le secteur minier. Ceci étant, nos membres les plus importants sont habitués à rendre des comptes en matière de transparence et de bonne conduite et tiennent à disposition des rapports complets de durabilité. Il faut néanmoins reconnaître que nous avons pêché en matière de communication et notre action va porter de manière croissante sur ce chapitre. Il nous a été difficile de trouver un compromis avec certains de nos membres

mais le secteur a atteint une maturité suffisante pour que ce ne soit plus le cas et nous avons demandé à un spécialiste, Michael McKay, ex-Président de la Chambre de Commerce suisse-britannique, de nous conseiller sur ce chapitre. Nous organisons une conférence annuelle, le Trading Forum, dont la quatrième édition a eu lieu au mois de Mars et sommes partenaires du FT au Global Commodities Forum depuis cette année. Autre initiative, notre Master comporte un Module d'Ethique où nous faisons intervenir des représentants de la Déclaration de Berne. Pour le grand public, notre volonté est d'être ouverts aux médias et nous préparons un documentaire avec Arte sur les activités de négoce.

INTERVIEW:
NICOLETTE DE JONCAIRE

MONTÉE EN PUISSANCE DU GTSA

L'organisation commune du trading

Porte-parole de l'industrie du négoce physique des matières premières à Genève, le Geneva Trading & Shipping Association (GTSA), créé à l'initiative de Geert Descheemaeker en 2006, représente aujourd'hui un secteur qui compte 400 entreprises employant 8000 personnes et pèse pour 10% dans le PIB du canton. Sa mission est double: être la voix unique du secteur et en améliorer le fonctionnement. A ce titre, le

GTSA est à l'origine de plusieurs projets d'importance tant au niveau international que local, dont une plateforme d'échange entre banques et sociétés de négoce. Et un programme d'études spécialisées mené en collaboration avec l'Université de Genève dont le module d'éthique accueillera des représentants de la Déclaration de Berne. D'autres initiatives sont en cours.

VACANCES: DES POLITICIENS SI CORRECTS

TENDANCE. Crise économique oblige, les vacances des élus suisses ou étrangers sont observées. Sobriété et simplicité sont les mots d'ordre en 2012.

SÉVERINE SAAS

«**L**es vacances des politiciens, c'est comme les bonus des managers: en temps de crise, il y a un appel à la modération. D'autant qu'avec la surmédiation, les gens finiront toujours par savoir où ils vont.» Christian Lüscher, conseiller national et vice-président du PLR, est clair. En cette période de congés, des équipes de communication profitent de la curiosité des médias pour distiller les renseignements qui taillent aux politiciens un costume de vacanciers frugaux. «C'est classique: on répond aux questions avant qu'elles ne soient posées pour banaliser l'information», note Marc Comina, conseiller en communication à Lausanne.

Un mot qui n'existe pas.

A Berne, on se défend de s'abaisser à de tels calculs. «Il n'existe aucune stratégie de communication. Les conseillers fédéraux n'ont d'ailleurs pas tous dit où ils allaient», assure André Simonazzi, porte-parole du Conseil fédéral. Ce qui est en revanche médiatisé au maximum chaque année c'est la sortie du Conseil fédéral, à l'invitation de la présidente ou du président. Terroir, simplicité, camaraderie et chemises à manches courtes: *team buil-*

ding à l'ancienne et photos souriantes.

Ancien ministre, Adolf Ogi va jusqu'à affirmer que le mot «vacances» n'existe pas: «On est toujours en charge.» «Ce discours est une légère exagération qui met en avant la valeur du travail, très ancrée en Suisse», réagit Patrick Amey, maître d'enseignement et de recherche à l'Institut des sciences de la communication, des médias et du journalisme de l'Université de Genève.

Économie, écologie. Avec ou sans communiqué de presse, les politiciens font aujourd'hui preuve de sobriété. En France, le fort de Brégançon, résidence estivale traditionnelle des présidents de la République, est jugé trop «ostentatoire» par l'entourage de François Hollande: il ne devrait «normalement» pas prendre de vacances cette année, Angela Merkel est attendue dans le Tyrol du Sud, après avoir écouté un opéra à Bayreuth. Pour son homologue italien Mario Monti, un des rares Européens à sortir de son pays cette année, ce sera... la Suisse, à Silvaplana.

La valeur sûre 2012, en Suisse aussi, c'est de rester près de chez soi: économie, écologie. Eveline Widmer-Schlumpf rentrera dans les Grisons,

Didier Burkhalter à Neuchâtel, Simonetta Sommaruga dans sa maison des environs de Berne. Patriotisme? «Non, c'est un hasard», répond André Simonazzi. Le président du PDC Christophe Darbellay reconnaît pourtant «qu'en période de crise, il y a une sorte de repli identitaire». A quoi reconnaît-on des vacances politiquement correctes? «Il ne faut pas qu'elles soient hors de portée du commun des mortels», répond Patrick Amey. «Il faut être cohérent avec la politique de son pays», ajoute Marc Comina.

Sur leurs gardes. Si les puissants ou gouvernants sont en ligne de mire à la moindre bourde (la catastrophique chasse à l'éléphant au Botswana du roi d'Espagne), un phénomène a tendance à se généraliser: même certains parlementaires refusent d'en parler. Ou alors seulement quand ils partent à la montagne, jamais pour les Caraïbes ou les Maldives.

«Les vacances sont l'un des rares espaces de liberté où les élus peuvent dire quelque chose d'eux-mêmes et se façonner une image auprès des citoyens. Les gens s'intéressent à la personne qui se cache derrière la fonction, et

les politiciens le savent», poursuit Patrick Amey. On est donc loin de l'époque où le premier ministre anglais Tony Blair se pavanait dans une villa chic en Toscane et où Moritz Leuenberger se faisait surprendre en maillot de bain sur une plage d'Oman. Cette année, c'est les trois S: suisse, sobre, simple. o

Actualité de la construction européenne

*Plus le temps passe
et plus la pertinence
des démarches
et des analyses
de Raymond Aron
se confirme.*

HENRI SCHWAMM*

L'ouvrage collectif que les Editions scientifiques internationales P.I.E. Peter Lang S.A., Bruxelles et Berne, viennent de publier sous le titre *Raymond Aron, Penseur de l'Europe et de la Nation*, s'est donné pour mission de démontrer que «plus le temps passe, plus la pertinence des démarches et des analyses de Raymond Aron se confirme au lieu de s'estomper». Sous la direction de Giulio De Ligio, professeur d'histoire de la pensée politique à l'Université de Bologne, il réunit les actes de la journée d'études qui s'est tenue à Paris sous l'égide de la Société des Amis de Raymond Aron et du Centre d'études sociologiques et politiques Raymond Aron de l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS).

Ce travail paraît opportunément au moment où la crise multiforme qui ébranle de nouveau la construction européenne paraît «contraindre les nations européennes à sortir de leur incertitude, à donner un nom à leur entreprise commune, c'est-à-dire à expliciter leur nature politique» (Giulio De Ligio). Penser la situation de l'Europe «en ce début de l'histoire universelle» à la lumière de Raymond Aron (1905-1983) apparaît en effet très utile. En dépit des progrès de la construction

européenne depuis la mort d'Aron, la situation présente justifierait le même diagnostic: «Si la question européenne ne parvient pas à animer la conversation civile des Européens dans leurs diverses nations et entre celles-ci, sinon sous une forme ritualisée ou alors simplement technique, ce n'est la faute de personne, sinon de la chose même, c'est-à-dire de l'Europe comme chose politique qui ne parvient pas à se faire enjeu significatif pour les citoyens européens (...) Nos sociétés ne sont animées par aucune énergie politique proprement européenne. Entre la construction européenne et la vie des nations subsiste indéfiniment ce hiatus dont on ne cesse d'annoncer la disparition» (Pierre Manent).

Pour Raymond Aron, l'aventure européenne est certes plus grande qu'aucune nation, mais elle n'a pas d'existence hors de ses membres nationaux. L'Europe est sans avenir si les Européens ne désirent plus poursuivre leurs aventures nationales. Et les nations européennes vont au devant de grandes douleurs si elles se révèlent finalement incapables de conduire une action commune. L'Europe vit et agit par ses nations. Au sujet de l'Europe, estime Aron, «nous oscillons entre l'évidence creuse et la précision technique». À titre personnel et en tant qu'intellectuel, Raymond Aron reconnaissait que l'idée européenne le convainquait et le fascinait. Dans une conférence prononcée en octobre 1976, il précise sa pensée à ce sujet: «C'eût été une œuvre historique incomparable que de créer une nation composée des nations

européennes. Pour dire la vérité, je n'y ai jamais cru, bien que dans l'ensemble j'aie milité pour cette tâche. Je n'y ai jamais cru parce que j'ai toujours eu le sentiment que ce qui avait fait la spécificité et l'originalité de l'Europe, c'était la pluralité des nationalités et des souverainetés étatiques. Or, pour créer une souveraineté étatique embrassant la diversité des nations, il aurait fallu ou une menace urgente ou un fédérateur tout-puissant. Au bout du compte, il est rare dans l'histoire - je crois qu'il est même sans exemple - que des entités politiques qui ont derrière elles des siècles d'histoire et de traditions propres s'unissent par une décision prise à un moment donné, simplement pour des raisons pragmatiques».

«L'idée européenne n'est qu'une idée d'économistes et de quelques littérateurs. Elle ne vit pas dans l'âme des foules. Elle ne représente qu'un mot, à peine un concept, à aucun degré un mythe» (Raymond Aron in *Libres Propos*, mai 1931) Raymond Aron, qui invitait les Européens à ne pas rester «au balcon de l'histoire», devrait aujourd'hui se rendre à l'évidence: l'Europe se trouve désormais menacée de déclassement et de marginalisation dans l'histoire du XXI^e siècle. «Elle s'installe, se lamente l'économiste et historien français Nicolas Baverez dans sa contribution à l'ouvrage collectif, à la périphérie de l'histoire universelle.» La crise qu'elle traverse aujourd'hui est économique et financière, mais surtout politique, liée à l'incapacité des Etats à faire face à la gestion des risques et à construire un projet pour l'Europe dans la mondialisation.

* Université de Genève

L'UNION EUROPÉENNE EST CERTAINEMENT
PLUS GRANDE QU'AUUCUNE NATION.
MAIS ELLE N'A PAS D'EXISTENCE
HORS DE SES MEMBRES NATIONAUX.

Der Preis des Lebens steht auf dem Prüfstand

Grundversicherung Auch in der Schweiz soll nicht mehr jede Krankheit zu jeden Kosten behandelt werden

VON ISABEL STRASSHEIM

Im Gesundheitswesen stellt sich die Verteilungsfrage. Es geht nicht mehr nur darum, ob Spitäler geschlossen oder Medikamentenpreise gesenkt werden sollen, sondern ob einzelne Patienten überhaupt noch eine bestimmte Behandlung auf Kosten der Grundversicherung erhalten sollen. «Ökonomisierung der Medizin» heisst das Schlagwort. Wann zahlt sich eine Behandlung eines Patienten aus? Darum ging es auf einem Symposium vergangene Woche in Bern. Die Frage treibt um, unter den Zuhörern fanden sich erstaunlich viele Spitaldirektoren, Krankenkassenvertreter und Ethiker.

Unter dem Titel «Kosten und Nutzen in der Onkologie» nennt Pierre-Yves Dietrich vom Universitätsspital Genf ein Fallbeispiel: Ein 45-jähriger Vater von zwei Kindern erkrankt an einer seltenen Krebsart (wozu gut ein Drittel aller Krebsfälle zählt). Die Behandlungskosten liegen zwischen 50 000 und 80 000 Franken pro Jahr. Der britisch-schweizerische Doppelbürger erhält in Grossbritannien keine Behandlung auf Kassenkosten, weil das Medikament für seine Krankheit nicht

auf der Auswahlliste steht. In der Schweiz wird die Behandlung erstattet, der Mann arbeitet weiter (in Grossbritannien) und erzieht seine Kinder im Alter von acht und zehn Jahren.

Eine brutale Frage

«Unsere Gesellschaft stellt sich ganz brutal die Frage nach dem Preis des Lebens eines Krebspatienten», sagt Dietrich. 20 000 Pfund heisst die Antwort in Grossbritannien, 50 000 bis 100 000 Dollar in den USA. Ausnahmen gibt es inzwischen vermehrt allerdings auch dort: Der Schwellenwert wird nicht mehr gnadenlos durchgesetzt, sondern der individuel-